



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



Agence régionale de santé Ile-de-France

**APPEL D'OFFRES OUVERT N° 2025-439**

**Règlement de la Consultation (RC)**

**Mise en œuvre des missions de surveillance entomologique,  
d'intervention autour des détections, de prospection et de  
traitement autour des lieux fréquentés par les cas humains de  
maladies transmises par les moustiques vecteurs**

**Date limite de remise des offres :  
Vendredi 03 octobre 2025 à 12 heures**

**Marché Public de Services en application de l'article L1111-4 de l'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre  
2018 relative au code de la Commande publique.**

## SOMMAIRE

ARTICLE I - OBJET DE LA CONSULTATION.....	3
ARTICLE II - PROCEDURE DE PASSATION.....	3
ARTICLE III - FORME ET NATURE DU MARCHE.....	3
ARTICLE IV – CONDITIONS DE PARTICIPATION.....	4
ARTICLE V - REFERENCES LEGISLATIVES, REGLEMENTAIRES OU ADMINISTRATIVES APPLICABLES	4
ARTICLE VI - DUREE DU MARCHE .....	5
ARTICLE VII - VARIANTES .....	5
ARTICLE VIII - DATE LIMITE DE RECEPTION DES PLIS .....	5
ARTICLE IX - DOCUMENTS DE LA CONSULTATION .....	5
ARTICLE X - CONTENU DU DOSSIER DE REPONSE ET CONDITIONS D’ENVOI ET DE REMISE DES PLIS	6
ARTICLE XI - DELAI DE VALIDITE DES OFFRES .....	12
ARTICLE XII - CRITERES DE JUGEMENT DES OFFRES.....	13
ARTICLE XIII - DOCUMENTS A FOURNIR EN CAS D’ATTRIBUTION DU MARCHE .....	14
ARTICLE XIV - MODIFICATIONS DE DETAIL.....	14
ARTICLE XV - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES .....	14

## ARTICLE I - OBJET DE LA CONSULTATION

Le marché a pour objet la réalisation par le titulaire dument habilité des missions de surveillance entomologique et d'intervention autour des détections et de prospection, traitement et travaux autour des lieux fréquentés par les cas humains de maladies transmises par les moustiques vecteurs en Ile-de-France pour lequel le titulaire aura été habilité.

La classification principale et la classification complémentaire conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) :

Nomenclature CPV
907 11500
Surveillance de l'environnement autre que pour la construction
907 00000
Gestion environnementale

## ARTICLE II - PROCEDURE DE PASSATION

Le présent marché est passé sur le fondement d'une procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles R 2161-2 à R 2161-5 du code de la Commande Publique.

Cette consultation est passée en application des articles R. 2162-13 à R. 2162-14 relatifs aux accords-cadres à bons de commande du décret précité du code de la Commande publique.

## ARTICLE III - FORME ET NATURE DU MARCHÉ

Le marché n'est pas alloti.

Au sein de l'Agence régionale de santé Ile-de-France, il a été choisi de proposer le présent marché à l'échelle régionale pour les raisons suivantes :

- Le souhait de s'affranchir des limites administratives et territoriales pour une approche et une mise en œuvre homogène de la mission sur l'ensemble du territoire couvert par l'ARS IDF,
- **L'habilitation préalable indispensable à l'obtention du marché public est d'un niveau régional,**

- La continuité géographique de la lutte contre les vecteurs est à la même échelle que l'exercice des missions du pouvoir adjudicateur et sans rupture de gestion du fait des limites de lots.

**Le présent marché est un marché à bons de commande sans montant minimum et un montant maximum en valeur ou en quantité, prévu** aux articles L 2125-1, R. 2162-1 à R. 2162-6 et R. 2162-13 et R. 2162-14 relatif au code de la Commande publique,

**Le montant maximal sur la durée globale du marché est fixé à 2 800 000 euros HT.**

Les quantités prévisionnelles sont fixées à l'acte d'engagement dans le Détail Quantitatif Estimatif.  
Le marché est mono attributaire.

#### ARTICLE IV – CONDITIONS DE PARTICIPATION

Seuls les organismes préalablement habilités en application de l'article R.3114-11 du code de la santé publique peuvent candidater au présent marché.

L'offre peut être présentée par une seule entreprise ou par un groupement d'opérateurs économiques.

**Forme juridique qui devra revêtir un groupement de prestataires attributaire du marché**

<b>Groupement solidaire</b>	<input checked="" type="checkbox"/>	<b>ou</b>	<b>Groupement conjoint</b>	<input checked="" type="checkbox"/>
<b>Avec mandataire solidaire</b>	oui <input checked="" type="checkbox"/>		non	<input type="checkbox"/>

Les candidats ne peuvent présenter une offre en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et en qualité de membres d'un ou plusieurs groupements

Un même opérateur économique ne peut être mandataire de plusieurs groupements.

#### ARTICLE V - REFERENCES LEGISLATIVES, REGLEMENTAIRES OU ADMINISTRATIVES APPLICABLES

En application de l'article R. 3114-11 du code de la santé publique, les agences régionales de santé (ARS) sont chargées de la surveillance entomologique des insectes vecteurs et de l'intervention, autour des nouvelles implantations, ainsi que des mesures de prospection et traitement nécessaires à la réduction du risque de transmission autour des cas de pathologies vectorielles identifiées par l'Agence.

L'arrêté du 23 juillet 2019 relatif aux modalités de mise en œuvre des missions de surveillance entomologique, d'intervention autour des détections et de prospection, de traitement et travaux autour des lieux fréquentés par les cas humains de maladies transmises par les moustiques vecteurs fournit des éléments de cadrage aux agences régionales de santé pour mettre en œuvre ces missions.

Les agences régionales de santé peuvent confier ces missions à un ou plusieurs organismes habilités.

L'arrêté du 23 juillet 2019 relatif aux conditions d'habilitation par le directeur général de l'agence régionale de santé des organismes de droit public ou de droit privé pris en application de l'article R. 3114-11 du code de la santé publique précise par ailleurs les modalités d'habilitation du ou des organismes par le directeur général de l'agence régionale de santé.

L'ensemble des données opérationnelles du dispositif de prévention des maladies vectorielles est saisi dans le SI-LAV, système d'information développé et mis en œuvre par le ministère chargé de la santé, en application de l'article R. 3114-13 du code de la santé publique et de l'arrêté du 23 juillet 2019 susmentionné.

## ARTICLE VI - DUREE DU MARCHÉ

Le présent marché est prévu pour une durée ferme de 24 mois à compter de sa date de notification. Le marché est reconductible 2 fois par durée de 12 mois soit 48 mois maximum.

Le marché débute à la date de début d'exécution de la prestation soit à titre indicatif à compter du 1er janvier 2026.

En cas de non-reconduction, l'Agence régionale de santé Ile-de-France en avise le titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception (LRACR) au plus tard 1 mois avant l'expiration de la période en cours.

## ARTICLE VII- VARIANTES

Les variantes ne sont pas autorisées.

## ARTICLE VIII - DATE LIMITE DE RECEPTION DES PLIS

Les offres doivent parvenir, au plus tard, **le vendredi 03 octobre 2025 à 12 heures.**

## ARTICLE VIX - DOCUMENTS DE LA CONSULTATION

Les documents de la consultation sont les suivants :

- ✓ Le présent règlement de la consultation,

- ✓ Le CCAP/CCTP et ses annexes,
- ✓ L'Acte d'engagement (ATTRI 1) et ses annexes financières.
- ✓ Déclaration déontologie

Pour le mémoire de réponse, aucun formalisme n'est requis. En revanche, les éléments de réponse attendus sont spécifiés à l'article X et détaillés dans le CCTP.

Les soumissionnaires peuvent retirer le Dossier de consultation Electronique (DCE) à l'adresse suivante : [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)

Les imprimés DC1, DC2 et DC4 peuvent être téléchargés sur la plateforme du Minefi à l'adresse : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>

## ARTICLE X - CONTENU DU DOSSIER DE REPONSE ET CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES PLIS

Les candidatures et les offres sont entièrement rédigées en langue française ainsi que les documents et logiciels associés.

Les candidats produisent un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

### 1) Contenu du dossier de réponse

La réponse des candidats contiendra les justificatifs suivants :

#### a) Pour la partie « candidature » :

- **Le formulaire DC1** dûment rempli ou si le candidat ne peut pas produire de DC1, une lettre de candidature à l'entête de l'entreprise mentionnant notamment son N° de SIRET, le nom et la qualité du signataire de la proposition.
- **Le formulaire DC2** dûment rempli. S'il ne peut pas produire le DC2, il devra produire une déclaration sur l'honneur datée et signée pour justifier :

a) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues par les articles suivants du code pénal : les articles 222-38, 222-40, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 421-2-1, le deuxième alinéa de l'article 421-5, l'article 433-1, le deuxième alinéa de l'article 434-9, les articles 435-2, 441-1 à 441-7, les premier et deuxième alinéas de l'article 441-8, l'article 441-9 et l'article 450-1, ou ne pas avoir fait l'objet d'une condamnation pour une infraction de même nature dans un autre État de l'Union Européenne ;

b) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans d'une condamnation définitive pour l'infraction prévue par l'article 1741 du code général des impôts ou une infraction de même nature dans un autre État de l'Union Européenne ;

c) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L8221-1, L8231-1, L8241-1 et L8251-1 du code du travail ou des infractions de même nature dans un autre État de l'Union Européenne ;

d) ne pas être en état de liquidation judiciaire ou ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

e) ne pas être déclaré en état de faillite personnelle ou ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

f) ne pas être admis au redressement judiciaire ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, sans justifier d'une habilitation à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché ;

g) avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement ;

h) être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L5212-1, L5212-2, L5212-5 et L5212-9 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

- Le candidat fournit, **le pouvoir de la personne habilitée à l'engager**.

Les formulaires DC1 et DC2 peuvent être téléchargés à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>

- Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet.

Remarque : - En cas de groupement d'entreprises, chaque cotraitant complète et joint « la lettre de candidature et habilitation du mandataire par ses cotraitants » (DC1). En cas d'attribution du marché à un groupement d'entreprises, les candidats ainsi constitués devront avoir désigné l'un d'eux en qualité de mandataire **solidaire**.

- Le candidat établi dans un Etat autre que la France doit produire un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

En cas de sous-traitance, prévue dès la passation du marché, le candidat indique la nature et le montant des prestations qu'il envisage de confier à des sous-traitants bénéficiant, dans les conditions prévues aux articles R 2193-1 à 2193-22 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif au code de la Commande publique, du paiement direct. Ce montant est déduit du montant du marché pour déterminer le montant maximum de la créance que le titulaire peut céder ou donner en nantissement. Le sous-traitant devra être dûment habilité pour réaliser les missions.

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat peut demander que soient prises en compte les capacités professionnelles, techniques ou financières d'un ou de plusieurs sous-traitants. Dans ce cas, il doit justifier du fait qu'il en dispose pour l'exécution du marché et fournit les documents relatifs aux capacités techniques, professionnelles et financières du (des) sous-traitant(s).

**- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels, qualification et personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.**

**- Moyens techniques, matériel et équipement.**

**- Une déclaration concernant le chiffre d'affaires des prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles.**

**- Les références professionnelles.**

**- Tout autre document permettant d'évaluer les capacités techniques, financières et professionnelles.**

**Pourront être écartés les candidats dont la candidature a été jugée irrecevable ou incomplète au sens des articles R. 2144-1 à R. 2144-7 du décret relatif au code de la Commande publique ou dont les capacités techniques, professionnelles et financières ont été jugées insuffisantes.**

**b) Pour la partie « offre » :**

❖ **L'acte d'engagement « ATTRI 1 » et ses annexes financières** dans le même document dûment complété et daté. La signature de l'Acte d'engagement requise lors de la phase de notification, émane d'une personne habilitée à engager la société, mentionnant le cas échéant les sous-traitants, avec à l'appui, une attestation de délégation de signature (pouvoir) pour le signataire des pièces.

❖ **Le mémoire technique adapté et détaillé.**

**Le contenu attendu dans le mémoire technique est précisé dans le CCTP à travers la mention, « le mémoire de réponse au présent marché comprend... » dans un rectangle de couleur grise.**

**Les candidats sont invités à structurer leur mémoire technique en s'appuyant sur ces attendus afin de garantir une analyse homogène et conforme aux critères d'appréciation définis par le Pouvoir adjudicateur.**



Le mémoire de réponse fourni par le titulaire du présent marché précise notamment :

#### Organisation technique et ressources humaines

- Présentation des profils (responsables techniques, référents territoriaux, agents) avec CV détaillés, qualifications et expériences,
- Compétences spécifiques en entomologie, le cas échéant,
- Certifications professionnelles (CERTIBIOCIDÉ, autres),
- Procédures d'habilitation internes,
- Plan de formation : identification des besoins, calendrier prévisionnel, évaluation régulière des compétences,
- Modalités de maintien et d'actualisation des compétences.

#### Moyens logistiques, matériels et humains

- Moyens humains dédiés au marché,
- Effectifs mobilisables en renfort : nombre, localisation, délais d'intervention,
- Moyens matériels pour chaque mission : nature, quantité, répartition géographique, statut (dédié ou partagé),
- Modalités de contrôle, maintenance et entreposage des équipements,
- Liste des équipements de protection individuelle et formation de leur usage,
- Protocole de protection du personnel : suivi médical, sécurité sur le terrain.

#### Capacités opérationnelles

- Capacités hebdomadaires d'intervention (moyennes et maximales),
- Nombre d'opérations simultanées réalisables,
- Délais d'intervention pour chaque prestation,
- Modalités d'intervention hors jours et heures ouvrés : procédures, délais, moyens disponibles, facteurs limitants.

#### Stratégie de surveillance entomologique

- Stratégie de surveillance globale, adaptée à la situation régionale,
- Modalités de définition et de mise en œuvre du plan de surveillance,
- Délais pour l'analyse des pièges pondoires et la remontée des données sur la plateforme SI-LAV,
- Protocole de prospection après piège positif ou signalement,
- Protocole de prospection autour des cas humains,
- Stratégie adaptée à chaque point d'entrée du territoire,
- Justificatifs des compétences entomologiques ou partenariats associés.

## Méthodologie de traitement biocide

- Liste et références des produits biocides utilisés,
- Stocks initiaux de biocides et de matériel de pulvérisation,
- Protocoles d'intervention selon le contexte (urbain, établissement sensible, zone écologique),
- Procédures de stockage, d'utilisation et d'élimination des produits,
- Mesures de réduction de l'impact sur l'environnement et la biodiversité,
- Modalités d'information des habitants avant et pendant les traitements.

## Livrables et communication

- Modèle de rapport mensuel,
- Modèle de rapport annuel,
- Modalités de présentation des bilans, projections et programmations,
- Moyens de communication avec le pouvoir adjudicateur,
- Formats d'intervention (durée, public cible),
- Supports de communication envisagés,
- Enquête de satisfaction auprès des usagers.

Le mémoire de réponse comprendra deux annexes détaillant :

- Les nouvelles modalités de surveillance entomologique permettant aux collectivités territoriales d'être réactives pour la gestion des leurs actions préventives et de lutte contre la prolifération des moustiques tigre sur leur territoire,
- La stratégie de déploiement des actions de prévention à destination de publics variés.

## Condition de retraits des dossiers de consultation

Les dossiers peuvent être retirés selon le moyen suivant :

Par voie électronique sur la plate-forme interministérielle à l'endroit réservé aux dépôts du DCE sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr> en application des articles R. 2132-1 à R. 2132-14 du Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 du code de la Commande publique.

## 2) Condition d'envoi et de remise des plis

Les plis des candidats, contenant les pièces relatives à la candidature et à l'offre doivent être transmises par un moyen électronique permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de leur réception et de garantir leur confidentialité.

### **Remise des plis par voie électronique**

Les plis doivent parvenir par voie électronique **exclusivement** sur la plate-forme interministérielle à l'endroit réservé aux dépôts des offres sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr> en application des articles R. 2132-1 à R. 2132-14 du Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif au code de la Commande publique.

**Au plus tard le vendredi 03 octobre à 12 heures**

### **LES DOSSIERS DOIVENT ETRE REMIS SOUS FORME DÉMATÉRIALISÉE**

#### **TRES IMPORTANT**

**Pour être valide, la signature doit remplir simultanément les conditions ci-dessous :**

- 1) La signature doit être apposée ;
- 2) Le certificat utilisé doit être référencé et listé sur la liste publiée sur le site :  
(<http://www.economie.gouv.fr/daj/commande-publique/>);
- 3) Le certificat utilisé doit être validé à la date de la signature du document (ni échu, ni révoqué) ;
- 4) Le certificat doit être établi au nom d'une personne physique autorisée à signer.

**Pour être valide, la signature électronique doit être appliquée sur chaque document devant être signé.**

**La signature électronique appliquée sur un fichier ".zip" contenant des documents non signés électroniquement n'est pas valable et entraînera le rejet de l'offre pour cause d'irrecevabilité.**

**(Ord° du 09/03/2011 - T.A. de Toulouse)**

**LA PERSONNE QUI SIGNERA DEVRA IMPÉRATIVEMENT FAIRE PARTIE DES PERSONNES DÉSIGNÉES DANS L'IMPRIMÉ DC2 (rubrique C1) COMME PERSONNE HABILITÉE À ENGAGER LA SOCIÉTÉ.**

**LA PERSONNE HABILITÉE À ENGAGER LA SOCIÉTÉ DEVRA IMPÉRATIVEMENT SIGNER ÉLECTRONIQUEMENT TOUS LES DOCUMENTS L'ENGAGEANT.**

**A CET EFFET, ELLE DEVRA POSSÉDER UN CERTIFICAT ÉLECTRONIQUE À SON NOM, EN COURS DE VALIDITÉ, RÉFÉRENCÉ ET LISTÉ SUR LE SITE :**

**<http://www.entreprises.minefi.gouv.fr/certificats/>**

Les offres parvenant à l'ARS Ile-de-France après la date et l'heure limite fixée ne sont pas retenues.

**Copie de sauvegarde (il ne s'agit pas du dépôt de l'offre qui doit être dématérialisé)**

**Envoi d'une copie de sauvegarde**

En cas d'envoi d'une copie de sauvegarde, le candidat devra la placer sous pli scellé comportant la mention lisible

**Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France  
Service Marchés  
13 Rue du Landy 93200 SAINT DENIS  
COPIE DE SAUVEGARDE  
Marché : AOO 2025 439  
NE DOIT PAS ETRE OUVERT PAR LE SERVICE DU COURRIER**

**En cas d'envoi par courrier**

La copie de sauvegarde sera envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception.

Elle devra parvenir au plus tard **le vendredi 03 octobre 2025 A 12 heures** (délai de rigueur).

**En cas de retard de transmission, il ne sera pas tenu compte de la date de dépôt du courrier à la poste.**

**En cas de dépôt direct :**

La copie de sauvegarde sera remise contre récépissé.

Les horaires d'ouverture du service sont de 9h à 12h et de 14h à 17h.

**Les copies de sauvegarde qui parviendraient hors délai ne seront pas retenues et seront détruites.**

**ARTICLE XI - DELAI DE VALIDITE DES OFFRES**

La durée de validité des offres est égale à **180 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

## ARTICLE XII - CRITERES DE JUGEMENT DES OFFRES

Conformément aux dispositions des articles R. 2152-6 à R. 2152-8 du code de la Commande publique, les offres des candidats dont les capacités auront été jugées suffisantes seront appréciées à l'aide d'une note sur 100 d'après les critères pondérés suivants :

Critères et sous-critères d'appréciation	Points
<b>1. Adéquation des réponses pour assurer les missions LAV</b>	<b>50 pts</b>
1.1 Organisation technique, moyens (matériels, logistiques et humains) et capacités opérationnelles	25 pts
1.2 Qualité méthodologique pour le pilotage et mise en œuvre des missions, y compris pour la gestion des situations exceptionnelles	10 pts
1.3 Qualité des livrables et communication (rapports mensuels et annuels, supports, formats d'interventions...)	10 pts
1.4 Considérations environnementales (gestion et stockage des produits biocides au regard du risque de pollution de l'environnement, politique de formation continue du personnel, autres mesures prises pour la protection de l'environnement...)	5 pts
<b>2. Caractère innovant des propositions pour faire évaluer les missions LAV</b>	<b>15 pts</b>
2.1 Innovations en matière de surveillance entomologique	5 pts
2.2 Stratégie de déploiement des actions de prévention adaptées aux publics variés	10 pts
<b>3. Prix : évaluation du montant global en TTC de l'offre</b>	<b>35 pts</b>

- Méthode de notation du critère 3

Le coût de l'offre sera déterminé par le coût de l'ensemble des prestations, au vu des annexes financières et sera noté comme suit :

- le montant total en € TTC du DQE : le moins élevé obtiendra la note totale maximale (35/35)
- les autres notes seront obtenues en appliquant la formule suivante :

*Montant total le moins élevé*

----- X 35

*Montant total de l'offre étudiée*

### ARTICLE XIII- DOCUMENTS A FOURNIR EN CAS D'ATTRIBUTION DU MARCHE

Le candidat retenu pour l'attribution du marché devra fournir les documents suivants :

- Les documents mentionnés dans l'imprimé NOTI 1.
- Les attestations d'assurances en cours de validité.
- Un Relevé d'Identité Bancaire.

L'imprimé NOTI 2, dans sa forme actualisée, est à télécharger sur le site :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>

### ARTICLE XIV - MODIFICATIONS DE DETAIL

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'apporter au plus tard (5 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation.

Les candidats doivent alors répondre uniquement sur la base du dossier modifié qui leur sera adressé.

### ARTICLE XV - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Les questions seront posées uniquement via la PLACE (Place de Marché Interministérielle) à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr> à l'endroit sur la plate-forme réservé aux questions pour le présent marché (aucune question que ce soit par courrier, par télécopie, par téléphone ou par messagerie autre que la PLACE ne sera pas prise en compte).

Les candidats pourront poser leurs questions au plus tard 10 jours avant le délai de remise des offres de la présente consultation. Les réponses seront également apportées sur la plate-forme.

Toutes les réponses seront envoyées via la PLACE à l'ensemble des candidats (en conservant l'anonymat pour les auteurs des questions) au plus tard 5 jours avant le délai de remise des offres.